TABLE DES MATIÈRES

Préface 11

Liste des principales abréviations 13

Sommaire 15

Introduction générale 17

PREMIÈRE PARTIE
L'ÉVOLUTION STATUTAIRE DE LA GUADELOUPE :
LA TRADUCTION CONSTITUTIONNELLE DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES (1787–1800)

TITRE I – Le statut de la Guadeloupe dans l'administration territoriale sous l'Ancien régime 37

CHAPITRE I – Le domaine colonial : un statut juridique inachevé sous l'Ancien régime 39

Section préliminaire – Genèse de la formation de la colonie de la Guadeloupe 40
§ 1. Présentation de l'archipel guadeloupéen 40
§ 2. La diversité géographique de l'archipel 41
§ 3. L'occupation humaine 43
Section 1 – La concession coloniale 45
§ 1. L'implantation des français en Guadeloupe 45
I/ Le partage et la concession des terres 47
II/ La production agricole au début de la colonisation 50
§ 2. Un archipel de sucre et d'esclaves 53
I/ Noirs et gens de couleur 55
A. La population servile 55
B. L'évolution numérique de la population servile 55
II/ Affranchis et gens de couleur libres 57
Section 2 – « La richesse des nations » l'exploitation économique de la colonie 60
§ 1. Les « maistres d'engin à sucre » 61
§ 2. La formation des « habitations » 62
A. Description d'une habitation sucrière 65
B. L'essor économique au milieu du XVIIIème siècle 68
CHAPITRE II – L'administration coloniale de la centralisation à l'émancipation à la fin de l'Ancien régime 69
Section 1 – Les aspects du droit public colonial à la fin de l'Ancien régime 69
§ 1. Le choix d'un mode d'administration 70
I/ L'organe représentant le pouvoir royal 71
II/ L'organe local à forme collégiale 72

III/ L'absence d'un droit commun entre métropole et colonies 73
A. L'application de la Coutume de Paris 73
B. Les coutumes locales 74
C. Le droit écrit 75
D. L'apparition d'une législation métropolitaine non-étendue aux colonies 76
Section 2 – Le nouveau gouvernement des îles en Guadeloupe 77
§ 1. La milice coloniale et l'encadrement militaire de l'administration 80
§ 2. L'administration d'État : le gouverneur et l'intendant 82
§ 3. Le Conseil supérieur, garant de la justice monarchique 87
Section 3 – L'Assemblée coloniale de la Guadeloupe à la veille de la Révolution 96
§ 1. De la chambre d'agriculture à l'assemblée coloniale 96
§ 2. Les pouvoirs de l'assemblée coloniale 99
I/ La composition de l'Assemblée coloniale 100
A. L'Assemblée générale 100
B. Le comité intermédiaire 102
C. Le député de l'Assemblée coloniale 103
II/ Le fonctionnement de l'Assemblée coloniale 103
A. Une assemblée représentative sous tutelle étatique 104
B. Un comité intermédiaire encadré et dépendant 105
III/ Les missions de l'assemblée coloniale 106
A. Une nouvelle association à l'imposition royale 106
B. Une gestion des intérêts locaux élargie 107
C. Un comité intermédiaire cantonné au travail administratif 109
D. Les fonctions administratives du député colonial 110
E. Une activité surtout consacrée aux finances locales 110
Conclusion du titre I 115

TITRE II – Le statut de la Guadeloupe sous la révolution 119

CHAPITRE I – L'impossible départementalisation des colonies (1789-1791) 121
Section 1 – La représentation des colonies dans les débats des États-généraux 121
§ 1. La Couronne et la représentation des colonies aux États généraux 122
I/ La négation du principe de la représentation coloniale par l'autorité monarchique 122
II/ La pression locale des planteurs 124
III/ L'acceptation du droit des colonies à être représentées aux États généraux 125
§ 2. L'Assemblée législative et la représentation des colonies 129
Section 2 – Le comité colonial de l'Assemblée constituante 130
§ 1. La formation d'un comité colonial 131
§ 2. La composition et l'organisation du Comité colonial 133
§ 3. L'œuvre du comité colonial 143
I/ Première période : le décret du 8 mars 143

II/ Deuxième période : Le décret du 12 octobre 1790 contre l'Assemblée de Saint-Marc 148
Section 3 - Le statut du ministère de la marine et des colonies de la Constituante à la Convention 151
§ 1. Le maintien du ministère de la Marine en tant qu'administration centrale des colonies en 1789 151
§ 2. L'Assemblée Constituante et le ministère de la Marine d'octobre 1790 à septembre 1791 155
§ 3. L'Assemblée législative et les ministres de la Marine 156
Section 4 – L'administration locale des colonies dans les débats législatifs 157
§ 1. L'administration des colonies dans le processus de réforme de l'administration territoriale au début de la Révolution 158
I/ Les conceptions nationales de l'administration des colonies sous la Constituante 158
II/ Les conceptions locales de l'administration coloniale en 1789 161
§ 2. L'administration des colonies sous la monarchie constitutionnelle 162
I/ L'administration des colonies sous la Constituante 162
A. Les hésitations de la Constituante 162
B. L'Instruction sur la constitution coloniale du 17 juin 1791 163
II/ L'Assemblée législative et l'administration des Colonies 167
§ 3. Les projets de financement relatifs aux colonies 168

CHAPITRE II – La nécessaire départementalisation des colonies sous le Directoire (1791-1800) 117
Section 1 – L'autonomie politique octroyée sous la Constituante 172
§ 1. L'acceptation préalable du principe de la représentation politique des colonies 173
§ 2. La reconnaissance d'une autonomie législative des colonies 174
Section 2 – De l'autonomie à la première départementalisation des colonies (1792-1799) 176
§ 1. Administration révolutionnaire et assimilation législative des colonies de 1793 à 1795 177
I/ La réponse à l'autonomisme colonial : la « re-centralisation » du régime administratif des colonies 178
II/ Le silence du texte constitutionnel de 1793 sur le statut des colonies 178
§ 2. L'assimilation constitutionnelle des colonies 180
I/ L'indispensable conservation des colonies 180
II/ La première départementalisation des colonies et l'indivisibilité de la République Française 183
A. La portée juridique de la « départementalisation coloniale » 184
B/ L'unité législative entre la France et l'Outre-Mer 187

CHAPITRE III – Les lois de départementalisation et les instructions du pouvoir exécutif sous le Directoire 189
Section 1 – Le contenu des lois de départementalisation 190
Section 2 – Le contenu des instructions du pouvoir exécutif 206

Conclusion du Titre II 211

Conclusion de la Première Partie 213

DEUXIÈME PARTIE
L'ÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE DE LA GUADELOUPE :
LA TRADUCTION ADMINISTRATIVE DES RÉFORMES STATUTAIRES
(1789 -1802)

TITRE I – L'adaptation coloniale des institutions révolutionnaires en Guadeloupe 223

CHAPITRE I – La fin de l'administration coloniale monarchique 225
Section 1 – Le début de la révolution en Guadeloupe (1789-1792) 225
§ 1. L'arrivée de la Cocarde (septembre 1789) 226
§ 2. Le compromis institutionnel de 1790 228
I/ Le cadre départemental métropolitain en 1790 228
II/ Le maintien de l'Assemblée générale coloniale 231
III/ Les créations institutionnelles de l'Assemblée coloniale 233
B. Les nouvelles municipalités coloniales 234
C. Les assemblées primaires 236
Section 2 – « La rébellion des îles du vent » 239
§ 1. L'exacerbation des antagonismes politiques et sociaux 240
I/ Le soulèvement des gens de couleur 240
II/ L'émergence d'un constitutionnalisme colonial : l'Assemblée coloniale « constituante » 242
III/ Patriotes contre fédérés 243
§ 2. L'organisation des municipalités révolutionnaires en Guadeloupe 247
I/ La formation des municipalités 247
II/ Les organes judiciaires municipaux 249
Section 3 – Le contrôle de l'esprit public 250
§ 1. La surveillance exercée par les municipalités 250
I/ La confusion et l'insuffisance juridictionnelles 251
II/ Le rôle des Comités de surveillance et des sociétés populaires 252
§ 2. La contestation du maintien de la Terreur 253

CHAPITRE II – Les vicissitudes de la départementalisation en Guadeloupe 257
Section 1 – Les entraves administratives à la perennité du statut départemental 257
§ 1. Les problèmes récurrents posés par la situation de l'île 257
I/ Les difficultés financières des autorités administratives 258
II/ Le régime fiscal et la politique d'économie 260
§ 2. Une réforme institutionnelle avortée 262
I/ Les carences judiciaires 262
II/ Le contrôle des personnes : passeports et cartes de sûreté 264
III/ Des administrations municipales soumises au pouvoir central 265
IV/ Des municipalités de canton 266
§ 3. Les municipalités et la vie politique locale 267
Section 2 – Les entraves politiques à la stabilité du statut départemental 270
§ 1. Le refus d'appliquer les lois de départementalisation 270
§ 2. Les troubles politiques : la contestation de l'administration 271
I/ Une administration désavouée par les députés de l'île 271
II/ Les mouvements locaux d'opposition à l'administration civile 273
III/ La relève des agents du directoire par le général Desfourneaux nouvel agent du Directoire 275
IV/ Le renvoi de l'agent du Directoire Desfourneaux 278

Conclusion du Titre I 283
TITRE II – L'activité des agents de l'État dans le nouveau cadre institutionnel 285

CHAPITRE I – L'activité militaire et diplomatique 287
Section 1 – Rivalités coloniales et maritimes (février-mars 1793) 287
§ 1. Le conflit maritime entre la France et l'Angleterre 288
§ 2. L'organisation de la défense 290
§ 3. Les conditions extérieures du conflit : les relations de la Guadeloupe avec les États-Unis et les débuts de la course 291
Section 2 – Le conflit franco-anglais en Guadeloupe 293
§ 1. La conquête anglaise de la Guadeloupe (février -mars 1794) 293
§ 2. La reconquête française de la Guadeloupe 297
§ 2. La politique de résistance aux Anglais 299
I/ L'occupation de la Grande-Terre 299
II/ L'occupation de la Basse-Terre 302
Section 3 – L'activité diplomatique entre défense et guerre de course à partir de 1795 304
§ 1. De l'organisation de la défense à une politique d'expansion coloniale 304
§ 2. La multiplication des expéditions militaires 311
§ 3. La présence française dans la Caraïbe à l'époque révolutionnaire 315
I/ L'aide aux « frères caraïbes » de la Grenade et de Saint-Vincent 315
II/ L'occupation de Saint-Martin et de Saint-Eustache 317
§ 1. La pratique française du droit de la guerre de course 320
I/ L'institution flibustière 320
II/ « Le droit de neutralité » : les relations de la Guadeloupe avec les îles suédoises et danoises 321
III/ Les relations commerciales avec les États-Unis 327

CHAPITRE II – L'activité administrative et économique 333
Section 1 – L'application des lois : la nouvelle condition des personnes 334
§ 1. L'application du décret du 16 pluviôse 334
§ 2. L'application du nouveau droit de la famille dans la colonie 337
§ 3. Le problème des enfants naturels et les « assemblées de famille » 339
Section 2 – De la nationalisation des habitations à la libéralisation du commerce 340
§ 1. Habitations séquestrées et habitations particulières 340
§ 2. La répartition des habitations séquestrées et les zones de cultures 342
I/ Les cultures principales 342
A. Les habitations sucrières 342
B. Le café et le coton 345
II/ Les cultures auxiliaires et les vivres 345
§ 3. L'organisation du travail agricole : La liberté dans la contrainte 346
I/ La réquisition des «nouveaux libres» pour le travail agricole 346
II/ Le contrôle administratif sur les habitations sucrières 350
Section 3 – L'intervention économique des agents du directoire 354
§ 1. La libéralisation du commerce sous le Directoire 354
I/ Une étatisation de la production renforcée 354
II/ Le dynamisme économique du tissu urbain 355
III/ Les activités économiques des citadins 364
§ 2. La culture du café et la question du salaire des cultivateurs 367

§ 3. Les agences de commerce 368
I/ Le monopole de la vente et de la fixation des prix 368
II/ La police économique 373
§ 3. Le problème des cultivateurs et le régime de l'association 374
I/ La crise agricole (1797-1798) : sous-équipement et mauvaises récoltes 376
II/ La mise à ferme des petites habitations de la République et la levée des séquestres 379

Conclusion du Titre II 381

Conclusion de la Deuxième Partie 383

Conclusion Générale 385

Notices biographiques 389

Sources et bibliographie 431

Bibliographie 441

Table des matières 461